

EQUALS

Numéro 16
janvier-
mars
2006

ISSN 1745-7505

L'objectif manqué suscite un appel pour des avancées plus hardies – seront-elles suffisantes?

Amy North



Credit: Geoff Sayer/Oxfam

Ecolières au Kenya. Lors de l'abolition des frais de scolarité au Kenya, 1,5 million d'enfants supplémentaires ont eu la possibilité d'aller à l'école.

2005 fut une année historique. Alors que les dirigeants du monde se rencontraient au G8 en juin et au Sommet Mondial en septembre, une mobilisation sans précédent de la société civile mondiale demandait des actions immédiates pour s'assurer la réalisation des Objectifs du Millénaire. Alors que les dirigeants mondiaux répondaient à cet appel avec des promesses d'aide supplémentaire, ils restèrent silencieux quant à leur échec collectif relatif à la réalisation du premier OMD – avoir un nombre égal des garçons et de filles à l'école primaire et secondaire en 2005.

A la fin de l'année, une série de réunions ont rassemblé à Pékin l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI); le Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous et le partenariat pour l'Initiative de mise

en œuvre accélérée (IMOA). Ces réunions étaient la dernière occasion pour la communauté internationale de répondre aux questions relatives à l'objectif manqué de 2005, portant en elles l'espoir qu'elles allaient galvaniser des mesures d'urgence pour s'assurer qu'au passage en 2006, de réels progrès en matière d'égalité entre les sexes puissent être faits.

Le communiqué final du Groupe de haut niveau a reconnu pour la première fois l'amplitude de l'objectif manqué de 2005. Cependant c'est avec une pointe d'amertume que nous constatons qu'aucun plan d'action sérieux n'a été mis en place pour faire en sorte qu'une partie correcte de l'augmentation de l'aide promise au Sommet du G8 soit dirigée vers des actions garantissant une éducation de base équitable pour tous. Malgré

tout, les résultats des discussions qui ont eu lieu à Pékin et les événements qui ont suivi offrent quelques espoirs de progrès en matière d'égalité des sexes à l'aube de l'année 2006.

Rendre l'IMOA sensible aux questions de genre

L'Initiative de mise en œuvre accélérée pour l'éducation pour tous (IMOA) lancée en 2002 est un partenariat mondial entre bailleurs et pays en voie de développement, pour faire en sorte que les progrès s'accroissent pour atteindre l'objectif du millénaire de l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. En dépit d'un sous-financement constant, elle représente un mécanisme clé à l'appui des investissements en éducation dans les pays ayant élaboré des plans éducatifs solides.

Cependant, même si l'égalité des sexes est clairement un facteur crucial pour atteindre l'EPU, la capacité de l'IMOA à promouvoir activement l'égalité entre les sexes et une éducation équitable pour tous a jusqu'ici été limitée. Un état des lieux des questions de genre dans l'IMOA commissionné par l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) révèle qu'en dépit de quelques exemples de processus d'IMOA qui ont abouti à un recentrage sur les questions de genre, l'IMOA ne paraît pas avoir en général encouragé de façon systématique et consistante l'intégration de la dimension genre dans les plans nationaux d'éducation. Les faiblesses identifiées dans les plans endossés par l'IMOA portent particulièrement sur les éléments faisant référence à "au-delà de l'accès" et au succès de l'équité entre les genres en termes de qualité de l'éducation, et non uniquement en termes de parité dans les taux de scolarisation.

Lors de la réunion du partenariat de l'IMOA à Pékin, les participants ont reconnu que l'échec de l'intégration de la dimension genre dans les objectifs de l'IMOA, les principes directeurs et le processus d'acceptation sont une faiblesse, et le comité de supervision s'est résolu à mettre en œuvre les principales recommandations tirées du document d'UNGEI.

DANS CE NUMÉRO

1-3 L'objectif manqué suscite un appel pour des avancées plus hardies – seront-elles suffisantes?

3 Lettres des éditrices

4 Paroles d'enseignantes "Parler des choses de la vie" – VIH et SIDA dans la classe

5 Paroles d'enseignantes "Il n'y a rien de personnel dans la violence conjugale" – La campagne "Nous le pouvons"

6 Point de vue Quels changements pour les femmes et les filles au lendemain du tremblement de terre en Asie du sud ?

7 Les activistes de la campagne pour l'éducation amènent le genre aux médias.

8 Critique: Qu'est-ce que le rapport mondial de suivi nous dit sur le genre?

9 Critique: "Direction et messages forts" – les articles Aperçus du Programme Au-delà de l'accès

10 Commentaires de conférences

11 Sur la toile

12 Événements à venir

Recommandations sur le genre acceptées par le comité de supervision de l'IMOA:

1. Revoir les objectifs et les principes directeurs de l'IMOA avec le soutien du Secrétariat d'UNGEI, en vue d'inclure un engagement explicite sur les objectifs de l'égalité des genres et de s'assurer que l'IMOA promeut une approche consistante, globale et basée sur les droits de la dimension genre.
2. Renforcer, avec le soutien du Secrétariat d'UNGEI, les directives concernant l'évaluation et l'attribution de l'IMOA:
 - a. Intégrer la dimension genre aux six étapes, assurer la dimension sexo-spécifique de tous les indicateurs nécessaires et inclure une présentation plus claire des objectifs de politique stratégique et les principales stratégies pour les réaliser.
 - b. En plus de l'obligation de se référer au CLSP, évaluer si le pays est "prêt" à progresser vers l'égalité des genres pourrait passer par l'inclusion d'un passage en revue des réponses dudit pays à la Plateforme pour l'action de Pékin, des actions entreprises vis-à-vis de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les plans VIH/Sida etc.

L'accord sur la mise en oeuvre des recommandations d'UNGEI est une avancée significative pour l'IMOA. L'étape suivante est de s'assurer que cet engagement est mis en pratique et que le processus de l'IMOA est capable de progresser en matière de promotion pour une plus grande égalité des sexes. De plus, si le potentiel de l'IMOA à promouvoir une éducation équitable est exploité, il est d'autant plus important qu'il soit pleinement financé, particulièrement dans les pays qui comprennent les plus grands écarts entre les sexes. Cela demande que les bailleurs augmentent leurs fonds de façon considérable en amont et en aval du financement pour réduire l'écart entre les sexes en lui-même, qui est équivalent à plus de 500 millions de dollars, et ce seulement pour les 20 pays qui ont endossé l'IMOA.

Initiatives hardies : rendre l'éducation gratuite

Il est bien connu que les frais de scolarité ont un impact significatif sur la scolarisation des enfants et des filles en particulier. Et lorsque les frais sont abolis, l'impact sur le nombre d'enfants scolarisés peut être énorme. En Ouganda, en 1995, presque 60% des enfants n'étaient pas scolarisés et les filles, en particulier les plus pauvres, avaient bien moins de chance d'aller à l'école que les garçons. En 1997 les frais de scolarité furent abolis jusqu'à quatre enfants par famille, avec l'obligation qu'en présence de filles dans la famille, au moins deux soient scolarisées. Le taux de scolarisation augmenta jusqu'à 70% du jour au lendemain passant de 3,1 millions à 5,3 millions d'enfants, et en 2003 il y avait 7 millions d'enfants scolarisés en éducation primaire, avec à peu près autant de filles scolarisées que de garçons. Cependant, en dépit du large soutien à l'importance d'une

éducation primaire gratuite pour que tous les enfants, garçons et filles, puissent aller à l'école, des frais sont toujours perçus au niveau du primaire dans au moins 92 pays à revenus moyens.

Les frais de scolarité ont fait l'objet de discussion aux réunions d'UNGEI et du groupe de haut niveau à Pékin et les délégués se sont mis d'accord qu'œuvrer pour l'abolition des frais de scolarité et s'assurer que les pays reçoivent l'appui dont ils ont besoin pour y parvenir devait être une priorité en vue d'atteindre l'éducation pour tous les garçons et toutes les filles.

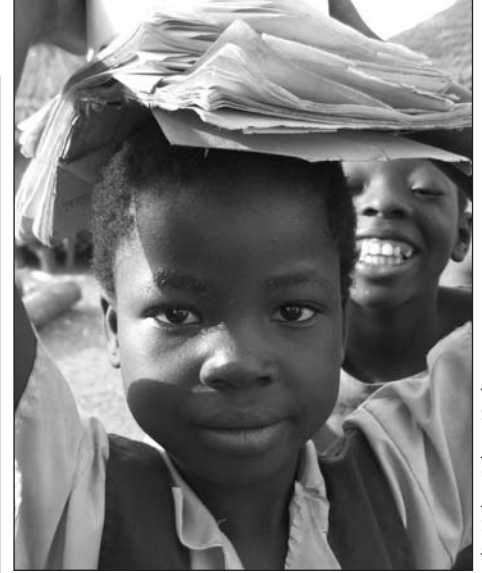
Communiqué final du Groupe de Haut Niveau sur l'EPT – En ce qui concerne les frais de scolarité, il est recommandé que:

- Les pays œuvrent avec les partenaires de l'EPT à l'élimination progressive des obstacles constitués par les frais de scolarité officiels et officieux pour que tous les enfants, notamment les filles, soient en mesure de suivre jusqu'au bout un cycle scolaire primaire d'ici à 2015. Ils devraient également accorder des incitations appropriées aux familles les plus pauvres, telles que des bourses scolaires afin de subvenir à l'éducation de leurs enfants ;
- les partenaires de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) et de l'EPT apportent un soutien immédiat et de long terme aux gouvernements des pays en développement qui prendraient ces initiatives hardies, afin qu'ils puissent améliorer leur capacité à maintenir des services de qualité tout en absorbant l'impact d'un accroissement de la scolarisation.

Depuis les réunions de Pékin, indépendamment de quelques reculs inquiétants, et plus particulièrement de l'action du Botswana pour réintroduire les frais de scolarité dans le secondaire, l'élan mondial autour de l'idée qu'il est nécessaire de se débarrasser des frais de scolarité n'a fait que s'accroître.

En avril l'Initiative pour l'abolition des frais de scolarité lancée par l'UNICEF et la banque mondiale réunissent un atelier à Nairobi pour renforcer l'état des savoirs sur les frais de scolarité et donner des lignes directrices et un appui aux pays qui ont engagé des mesures courageuses pour les abolir. Cela sera l'occasion d'un partage d'expérience venant de six pays : le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie, le Malawi, l'Ethiopie et le Ghana, qui ont tous récemment mis fin à la politique des frais de scolarité. Pendant ce temps, au Royaume-Uni, Gordon Brown, le Chancelier de l'échiquier a réaffirmé son engagement pour l'éducation gratuite pour tous, déclarant que ça devait être « la prochaine cause mondiale ».

Il est maintenant crucial que cet élan soit exploité pour s'assurer que non seulement les gouvernements aient le courage d'éliminer les frais en éducation, mais aussi pour que les bailleurs s'engagent à rapidement mobiliser les fonds nécessaires pour appuyer les gouvernements qui s'engagent dans cette voie. Pour ce faire, il est aussi important de trouver



Credit: Helen Palmer/Oxfam

Une fille portant ses livres sur le chemin de l'école au Ghana, l'un des 20 pays qui ont été endossés par l'IMOA.

les moyens de s'assurer que les mécanismes internationaux tels l'IMOA puissent être rendus plus flexibles en vue de répondre rapidement aux pays abolissant les frais de scolarité. Cependant, un appui à court terme seul est insuffisant. Lorsque les frais sont abolis, l'augmentation rapide du taux de scolarisation peut être un boulet de taille pour des systèmes scolaires déjà faibles. Un financement durable est essentiel pour s'assurer que les systèmes éducatifs soient capables de faire face à de telles augmentations, et puissent offrir une éducation de qualité et équitable pour tous les élèves.

Qualité et égalité: le rôle des enseignants

Des enseignants en nombre suffisants et bien formés est un élément clé pour que les systèmes éducatifs puissent faire face à une demande croissante et puissent offrir une éducation de qualité équitable pour les garçons et les filles. La semaine d'action mondiale organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation sera cette année centrée sur les besoins d'investissement dans les domaines du recrutement, de la formation et de la rétention des enseignants, éléments nécessaires pour offrir une éducation de qualité pour tous. Du 2 au 30 avril, des millions de personnes à travers le monde se rassembleront pour dire aux dirigeants "Chaque enfant a besoin d'un enseignant".

La Semaine de l'action mondiale: Demandes prioritaires

Pays riches:

- Augmenter l'aide et effacer la dette
- Appuyer les plans nationaux éducatifs à long terme et incluant les salaires des enseignants
- Mettre fin aux conditions néfastes des bailleurs qui empêchent les pays d'employer un nombre suffisant d'enseignants qualifiés

Pays pauvres:

- Augmenter les dépenses publiques pour l'éducation
- Faire en sorte que l'enseignement soit de qualité grâce une formation professionnelle des enseignants
- Verser un salaire décent aux enseignants et leur donner leur mot à dire dans le développement des politiques
- Réduire la taille des effectifs et améliorer les conditions dans la salle de classe.



Un enseignant aidant ses étudiants, Tanzanie.

Même si dans les classes l'attitude des enseignants hommes et femmes sont susceptibles de reproduire les inégalités relatives au genre, les enseignants peuvent – et beaucoup le font – jouer un rôle clé dans la promotion de l'égalité entre les sexes. Ils peuvent questionner les stéréotypes attachés au genre et faire prendre conscience à leurs élèves des questions de genre, les protéger des abus sexuels et du harcèlement, encourager les filles à choisir des matières non traditionnelles et à assurer une participation équitable de la part des garçons et des filles dans les activités de la classe. Les enseignants ont un rôle particulièrement important dans la création d'environnements scolaires favorables aux garçons et aux filles et dans l'augmentation du nombre de filles scolarisées, de leur rétention et de leur succès.

Cependant dans la majorité des pays où le taux d'abandon est élevé chez les filles, on constate souvent un manque d'enseignantes. Dans seize

pays du sud du Sahara, les femmes représentent seulement un tiers ou moins des postes d'enseignants, et au Bénin et au Tchad par exemple, moins d'un cinquième des enseignants sont des femmes. Les problèmes multiples auxquels doivent aussi faire face les enseignants; surtout les femmes, parmi lesquels les bas salaires et les pauvres conditions de travail, font que les attentes relatives au rôle des enseignants dans la promotion de l'égalité des sexes ne se fera que s'ils sont soutenus et accompagnés dans ce travail.

Il est primordial que les enseignantes soient encouragées et soutenues, et que les conditions nécessaires à l'accomplissement d'un travail efficace leur soient garanties. Une formation et un matériel adéquat doivent en outre être fournis et aux enseignants et aux enseignantes pour leur donner les moyens de faire face au défi que représentent les inégalités entre les sexes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle de classe. Alors que la Semaine d'action mondiale attire l'attention de tous sur le rôle primordial des enseignants, les gouvernements doivent être appelés à prendre leurs responsabilités pour s'assurer que les enseignants sont soutenus dans leurs efforts pour promouvoir l'égalité des sexes à travers leur enseignement. Les bailleurs

doivent aussi s'engager sur des financements à long terme et récurrents pour que cela se fasse.

Aller de l'avant

L'échec de l'objectif de 2005 est un rappel inconditionnel du chemin qu'il reste à parcourir pour atteindre l'égalité des sexes dans le cadre de l'éducation pour tous. En ce début 2006 il est important que cet échec ne soit pas oublié, voire qu'il soit même utilisé pour entraîner une action plus significative pour l'égalité des sexes en éducation. Les discussions autour des questions de genre dans l'IMOA, l'élan qui s'est créé autour de la question des frais de scolarité, et le centre d'attention sur les enseignants émanant de la Semaine d'action mondiale représentent de véritables occasions de recentrer l'attention sur certains problèmes qui empêchent les garçons et les filles de bénéficier d'une éducation équitable. Le défi est maintenant de faire en sorte que les engagements pris, et que

la volonté politique soient transformés en actions concrètes avec financement nécessaire à l'appui. Pour que cela

devienne réalité, il est primordial que l'élan sans pareil de la société civile né en 2005 soit exploité pour s'assurer que pendant l'année 2006 les gouvernements et dirigeants mondiaux rendent des comptes et soient obligés de prendre leurs responsabilités pour faire en sorte que d'ici à 2008, toutes les filles – et les garçons – aient accès à un endroit protégé, avenant, et équitable, dans lequel ils puissent étudier.

Pour plus d'information sur l'IMOA, voir www1.worldbank.org/education/efati/

Pour plus d'information sur UNGEI, voir www.ungei.org

Pour plus d'information sur le groupe de haut-niveau, voir

http://www.unesco.org/education/efa/global_co/policy_group/index.shtml

Pour plus d'information sur la Semaine d'action mondiale, voir

www.campaignforeducation.org

¹D'après une étude de Katarina Tomasevski. Voir www.right-to-education.org pour la liste des pays où l'éducation primaire n'est pas gratuite.

Lettres des éditrices

Ce mois-ci la Semaine d'action mondiale, organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation, est centrée sur l'impératif d'investir dans les enseignants afin de réaliser une éducation de qualité pour tous. Pour marquer cela, le premier numéro d'Equals de 2006 s'intéresse aux enseignants. Page 4 des enseignants d'Afrique du sud expliquent comment ils font face au VIH/Sida dans leur école, et page 5 des enseignants participant à la campagne "Nous le pouvons" en Asie du sud expliquent leur rôle dans la remise en cause des violences contre les femmes. Page 11 on découvre un Prix pour les enseignantes de sciences qui, malgré leur travail dans des conditions difficiles, arrivent à faire une formidable différence dans les vies d'autres filles et d'autres femmes.

2005 a apporté son lot de tragédies avec le séisme en Asie du sud qui a fait plus de 80.000 victimes. Cinq mois plus tard Sidra Minhas évalue l'impact du désastre sur la vie et l'éducation des filles et des femmes (page 6). On trouve aussi dans ce numéro une réflexion sur l'expérience des participants à un atelier d'Au-delà de l'accès sur le genre, l'éducation et les médias (page 7), et on peut lire un compte-rendu sur la conférence nationale sur la parité en Turquie (p.10). Sont présentés aussi les articles Aperçus du Programme d'Au-delà de l'accès, lancés en janvier, et un bilan des questions de genre dans le Rapport mondial de suivi de l'EPT, édition 2006.

Le projet Au-delà de l'accès entre dans une nouvelle phase en 2006. En dépit de la fin des généreux financements de DFID qui ont accompagné sa première phase, le projet va continuer d'exister et nous explorons à présent de nouvelles voies pour s'assurer que l'expérience amassée dans le cadre du projet puisse continuer à contribuer au développement de meilleures politiques et de meilleures pratiques dans le domaine de l'égalité des sexes en éducation. Equals sera publié tous les trimestres et nous espérons qu'il continuera à être un bon moyen de partage de l'information, de nouvelles idées et d'initiatives. Nous espérons que vous trouverez ce numéro intéressant, et, comme toujours, sachez que vos commentaires et suggestions sont les bienvenus.

Amy

Amy

Sheila

Sheila

Elaine

Elaine

Paroles d'enseignantes

“Parler des choses de la vie” – VIH et SIDA dans la classe

La crise mondiale du VIH/Sida a des conséquences dévastatrices sur les systèmes éducatifs. On sait déjà que l'éducation peut jouer un rôle crucial dans le combat contre l'épidémie. Dans ce “Paroles d'enseignantes”, deux professeurs d'une école secondaire près de Durban, Afrique du sud, racontent à Deevia Bhana, Debbie Epstein et Elaine Unterhalter comment elles abordent les questions relatives au VIH/SIDA dans leurs classes.

Mrs Sibongile Mvambo est une enseignante avec 17 ans d'expérience.

“Le fait est que, en tant qu'enseignante, la seule chose je pense qu'on puisse faire est de parler du VIH aux enfants, de leur donner des informations. Leur donner des préservatifs parce que nous acceptons qu'ils soient actifs sexuellement, nous ne pouvons le remettre en cause. Et leur dire de prendre ces préservatifs, et leur dire qu'ils doivent croire en eux vous savez. Parce que l'une des choses qu'ils veulent prouver est que quelqu'un les aime en partageant leur corps avec eux. Donc il y a ça qui fait qu'ils n'ont pas confiance en eux-même, surtout les filles, et ces garçons, ils vont aisément les persuader de partager leur lit à un âge précoce. On parle beaucoup, mais je pense que certaines des solutions se situent en dehors du cadre de l'école. Après les avoir beaucoup renseignés sur le VIH et l'utilisation des préservatifs, elles arrivent toujours à l'école enceintes.

“Je pense qu'en tant qu'enseignants isolés nous ne pouvons rien faire par nous même. Il nous faut le soutien des parents, parce que la plupart du temps ces enfants ne passent que 7 heures avec nous, et après ça ils rentrent à la maison et on ne sait pas ce qu'il se passe ensuite.”

Mrs VG Zulu est enseignante et conseillère dans la même école. Elle dit que “la famille et l'école doivent travailler main dans la main” pour que ce qu'on enseigne à l'école soit efficace.

“Dans l'enseignement sur le VIH/Sida, on s'est éloigné de nos manières de faire. On a même fait des kilomètres supplémentaires en introduisant les préservatifs. Parce qu'on introduit des préservatifs, les gens peuvent penser qu'on dit aux enfants qu'ils doivent avoir des rapports, alors qu'on part de l'abstinence. Cependant le taux de grossesse à l'école nous dit que l'abstinence n'existe pas. Pour essayer de protéger les élèves on préfère introduire les préservatifs et leur dire “voici des préservatifs, protégez-vous.”

“...le taux de grossesse à l'école nous dit que l'abstinence n'existe pas. Pour essayer de protéger les élèves on préfère introduire les préservatifs et leur dire “voici des préservatifs, protégez-vous.”

fait dans l'Orientation de vie, éduquer l'enfant, lui donner les informations dont il a besoin et essayer de lui insuffler qu'il doit être responsable pour chaque décision qu'il prend. Dans l'Orientation de vie, on devrait essayer de donner aux filles des compétences et des techniques pour faire face à tous les problèmes et à toutes les situations de la vraie vie, leur dire de ne pas accepter les cadeaux comme



Credit: Deevia Bhana

Mme VG Zulu devant son école.

quelque chose qui leur ferait penser qu'elles sont aimées d'une quelconque façon.”

“Quand je parle de relations sexuelles en classe, je leur dis que je parle des choses de la vie. Je vais leur dire les choses plutôt que de leur dire “si vous avez un petit copain et qu'il vous touche, vous allez tomber enceinte”. Non, vous devez leur dire “si vous couchez avec un garçon, à partir du moment où vous êtes réglées, ou même avant que vous ne soyez réglées, si vous couchez avec un garçon en étant supposées avoir vos règles la semaine suivante, la fertilisation a lieu et vous tombez enceintes.” On parle du VIH/Sida, on parle de relations sexuelles, on leur parle de prise de décision et d'information.

“On les informe autant qu'on peut. C'est l'une des écoles dans lesquelles on est fier de les aider à s'autonomiser, garçons et filles, parce qu'il ne s'agit pas seulement des filles. Les garçons sont aussi affectés par le VIH/Sida, et de ce fait on les aide aussi à s'autonomiser et à utiliser le préservatif pour se protéger contre différentes maladies. On est fier qu'aucun élève ne puisse vous dire qu'il n'entend pas parler du VIH/Sida à l'école. Ils sont informés. Il n'y a rien qu'ils ne puissent faire et pouvoir dire après coup qu'ils n'étaient pas informés.

“On a même fait quelques kilomètres supplémentaires pour les aider à trouver la force de parler de choses qu'on ne nous a pas dites à nous. Nos parents nous ont appris les valeurs, la morale, les mythes, mais à eux, on leur dit les choses.”

Paroles d'enseignantes

“Il n’y a rien de personnel dans la violence conjugale” – La campagne “Nous le pouvons”

La campagne “Nous le pouvons” est une initiative sur six ans, dans six pays, qui espère apporter un changement fondamental dans les attitudes et les croyances qui soutiennent les violences contre les femmes et permettre une position affirmée et collective contre de telles violences au Bangladesh, au Sri Lanka, en Inde, au Népal, au Pakistan et en Afghanistan.

D’ici 2011, la campagne aura touché et cherché à influencer 50 millions d’hommes et de femmes ordinaires à travers l’Asie du sud en faveur de l’opposition aux violences faites aux femmes. Pour réaliser cet objectif, environ cinq millions “d’agents du changement” – des gens qui vont oeuvrer pour un changement d’attitudes des hommes et des femmes dans les communautés – sont mobilisés. Dans certains endroits la campagne repose sur des enseignants qui vont initier et soutenir les changements d’attitude parmi les étudiants et leurs parents. Dans ce “Paroles d’enseignantes”, des professeurs impliqués dans la campagne en qualité d’agent du changement expliquent comment ils font face aux questions des violences faites aux femmes et de la promotion de l’égalité des sexes.

Eduquer les parents

Pour Anjali Rani Devi, enseignante au lycée des filles Rebeka Habib à Tulsighat, au Gaibandha, Bangladesh, s’attaquer à la violence dans les ménages nécessite d’éduquer les parents:

“Notre école a 20 enseignants; cinq sont déjà des Agents du changement pour la campagne “Nous le pouvons” et les autres sont intéressés de se joindre à eux. Je prends mon rôle d’agent du changement plutôt sérieusement. En cours, j’ai remarqué qu’une de mes élèves était effacée et triste. Elle était souvent stressée. Je l’ai prise à part un jour et l’ai questionnée gentiment. Elle s’est éfondrée et m’a dit qu’elle n’était pas capable de se concentrer sur ses études parce que ses parents se disputaient sans arrêt et que son père abusait physiquement de sa mère. Je lui ai parlé de la campagne et en retour lui ai demandé d’en parler à ses parents. Le jour d’après j’ai été accostée par son père, très en colère. Il était outré que j’aie parlé à sa fille de problèmes “personnels”. J’ai pris le contrepied de sa colère en prétextant qu’il n’y avait rien de

personnel dans la violence conjugale. Je lui ai dit que ça avait des conséquences graves sur la scolarité de sa fille. En entendant cela, il s’est calmé. Je lui ai alors parlé de la campagne et de l’importance de l’absence de violence sous son toit pour sa femme et sa fille. Il m’a même remerciée à la fin et mon élève m’a confirmé qu’il n’y avait plus de scènes pénibles à la maison dorénavant. Tout ce que je peux dire c’est que j’ai éduqué un parent d’élève sur les travers négatifs de la violence conjugale et que ça a marché.”

Défier les mariages forcés

La nécessité de travailler avec les parents pour résoudre les problèmes de genre ayant des répercussions sur les élèves et leur éducation est aussi clairement apparu à Uma Devi, une enseignante de dix-sept ans dans le district d’Anantapur, dans l’Andhra Pradesh en Inde. Elle raconte:

“ Je voudrais parler du cas d’une élève dont la mère voulait la forcer à se marier. Lorsque j’ai émis des remarques face à cela, elle m’a demandé si éduquer sa fille pouvait garantir qu’elle trouve un emploi et qu’elle puisse ainsi partager ses revenus avec elle. J’ai essayé de lui démontrer que cela ne serait peut être pas le cas, mais qu’en revanche sa fille serait toujours capable de se débrouiller dans des situations difficiles. Je lui ai dit : “Si votre fille est malheureuse dans son ménage et si elle est complètement dépendante de son mari, vous serez vous-même dans une situation peu enviable. Mais si elle peut subvenir à ses besoins, elle ne sera pas vulnérable ni ne dépendra de vous.” La mère donna l’impression d’avoir vu où je voulais en venir. Je lui ai aussi dit que sa fille était trop jeune pour se marier. Indépendamment du fait que ce soit un crime puni par la loi, sa fille aurait aussi des problèmes si d’aventure elle faisait un enfant rapidement, son bassin n’étant pas encore assez large à son âge. Cela a fini de convaincre la mère qui a annulé le mariage.”

Un processus d’émancipation

Ailleurs en Inde, des enseignantes de la Cellule du développement des femmes, Sofia College, à Ajmer, expliquent comment



Anjali Ravi Devi, un agent du changement pour la campagne “Nous le pouvons”

Credit: The “We Can” Campaign

elle sont parvenues par le biais de forums à encourager les discussions sur les problèmes de genre:

“Cellule du développement des femmes était au départ une initiative visant à démarrer une série d’ateliers de sensibilisation pour nos étudiants. Elle s’est ensuite développée pour prendre la forme d’un forum qui organise des séances hebdomadaires sur diverses questions telles que mettre fin à la violence contre les femmes, les droits de l’homme et le harcèlement sexuel. Les élèves parlent aussi des possibles formes de leur contribution à la campagne “Nous le pouvons” et comment celles-ci peuvent en renforcer l’impact. Il est de notre responsabilité, en tant que professeurs, d’aller au-delà de l’éducation au sens strict et des manuels scolaires et de sensibiliser les élèves sur de tels sujets. Une campagne de sensibilisation coordonnée est un processus d’émancipation. Elle va nous permettre de combattre efficacement les outrages subis par les femmes. Nous avons jusqu’à présent reçu des réponses extrêmement positives à la campagne et de nombreux élèves sont pressés de s’y joindre.”

Pour en savoir plus sur la campagne “Nous le pouvons”, voir www.wecanendvaw.org ou écrire à secretariat@wecanendvaw.org



Point de vue

Quels changements pour les femmes et les filles au lendemain du tremblement de terre en Asie du sud ?

Sidra Minhas

Cinq mois se sont écoulés depuis le séisme de 7.8 sur l'échelle de Richter qui a tué plus de 80,000 personnes dans les régions nord du Pakistan. Il a aussi laissé des millions de personnes sans logis et des milliers de blessés. Les femmes et les filles sont particulièrement sans défense et cette vulnérabilité est devenue évidente lorsque les récits d'enfants et de femmes victimes de violence juste après le tremblement de terre ont fait surface. La majorité de ces femmes ont été habituées à la ségrégation des sexes dans la société, et aux lendemains de la tragédie elles ont soudain été exposées aux réalités de la vie dans la sphère publique.

Des milliers de femmes ont été blessées ou sont devenues veuves suite au séisme, et elles doivent maintenant relever le défi de construire une nouvelle vie. Elles doivent gérer leur propre traumatisme et détresse et

“Les femmes apprennent la couture et les mathématiques, voient un docteur pour la première fois, et apprennent comment prendre davantage soin d'elles-mêmes et de leurs enfants. Plus important encore peut-être est le sens d'autonomie croissant des femmes, dont beaucoup devront faire face à la vie toutes seules”

s'occuper de leurs enfants. Dans ce contexte, les forces de secours ont reconnu le besoin de créer un sentiment de normalité pour la vie des personnes affectées, y compris les femmes et les enfants. Vers la fin octobre, la première école sous tente a ouvert à Muzaffarabad, une ville détruite à 90% par le tremblement de terre. Ces écoles sous tente vont jeter les bases de la reconstruction du système scolaire. Des ONG variées et des organisations internationales portent leurs efforts sur la réhabilitation des femmes et des enfants. L'UNICEF par exemple donne du matériel éducatif comme les kits « école dans une boîte » et des cartables, et forme les enseignants. Les organisations telles Save the Children ont commencé à installer des « endroits protégés » pour la protection des enfants et leur guérison émotionnelle.

Des défis de tous les jours pour l'éducation des filles

La ségrégation due au genre existant dans la région du séisme a privé de nombreuses femmes d'éducation, de soins de santé, et de moyens de survie propres – certaines poches rurales de la Province frontalière du Nord Ouest ont moins de 2 pour cent de taux d'alphabétisme chez les filles alors que dans d'autres endroits de Azad Jammu et Kashmir il est de 26 pour cent. Cette ségrégation restreint également les activités de secours dans leurs efforts pour atteindre les femmes et les filles. Les parents ne sont pas favorables à ce que leurs filles aillent à l'école avec des garçons à moins qu'elles ne soient éduquées par des

enseignantes, et le manque d'enseignantes est toujours un frein étant donné que de nombreuses périssent dans le tremblement de terre. Peu de femmes, si tant est qu'il y en ait, sont prêtes à changer de région pour travailler dans les régions affectées par le drame en raison des conditions sociales. De plus, un large nombre de victimes, y compris de nombreuses filles et femmes, ont besoin d'un suivi psychologique pour les aider à dépasser leur traumatisme et les femmes psychologues et les conseillères sont peu nombreuses.

Le fil d'argent

En dépit de ces difficultés, là où les efforts de secours ont été capables de briser le système de ségrégation due au sexe, on a pu observer quelques bénéfices pour les femmes et les filles aux lendemains de la tragédie. Certaines des restrictions qui empêchaient auparavant les filles d'aller à

l'école furent abolies dans les camps de secours et de nombreux parents, lorsqu'ils en avaient l'option, ont accepté avec empressement d'envoyer leurs filles à l'école. Les femmes apprennent la couture et les mathématiques, voient un docteur pour la première fois, et apprennent comment prendre davantage soin d'elles-mêmes et de leurs enfants. Plus important encore peut-être est le sens d'autonomie croissant des femmes, dont beaucoup devront faire face à la vie toutes seules. Les espaces sociaux comme les centres de couture ont permis aux femmes de renforcer leur sentiment d'appartenance à une communauté et leurs aspirations grandissent. Certaines femmes prévoient de créer leur propre centre de couture, pour faire de l'argent mais aussi pour socialiser avec leurs amies.

Ce que l'avenir nous prévoit

Parce que la région affectée est caractérisée par une forte inégalité entre les sexes, une analyse basée sur le genre est nécessaire au cœur de la reconstruction pour la rendre équitable pour les deux sexes.

Les activités de plaidoyer pour l'éducation des femmes et les filles sont constamment nécessaires étant donné que de nombreux hommes y sont encore opposés. En parallèle aux secours internationaux, de nombreuses ONG ont débuté des écoles dans les camps et les villages. Cependant elles ont peu d'expérience en matière d'éducation et la plupart d'entre elles n'ont aucune expérience



Credit: Mirjam van den Berg/OXFAM

Une fille lave un récipient d'eau dans un camp à Muzaffarabad.

de l'éducation en situation d'urgence. Les femmes éduquées doivent être encouragées à remplir les fonctions d'enseignantes pour répondre aux besoins en matière d'enseignantes qualifiées et la formation des enseignantes est nécessaire pour augmenter les standards. Les besoins émotionnels des filles qui ont enduré de tels traumatismes doivent être intégrés dans les programmes et curricula spécialement conçus pour elles.

Le fait d'être exposé à l'éducation et aux autres services des camps change également les attitudes des femmes qui en réclament de similaires lors de leur retour dans leur village et maison. Ces volontés devront être exaucées si l'on veut que le changement soit réel et durable. Par conséquent, plus d'institutions éducatives de qualité devront être construites, en gardant à l'esprit que certains parents insisteront encore pour que leurs filles soient envoyées dans des écoles de filles et, s'il n'en est pas autrement, ces requêtes devront être acceptées également.

Sidra Minhas est de Lahore, Pakistan. Elle a obtenu un diplôme de Masters en éducation, genre et développement de l'Institut de l'éducation en 2005. Ses intérêts en recherche portent sur le genre, l'éducation et les questions de développement au Pakistan.

Les activistes de la campagne pour l'éducation amènent le genre aux médias.

Les 8 et 9 décembre 2005, un atelier Genre, éducation et médias a été organisé par le projet Au-delà de l'accès en collaboration avec le Réseau africain pour la campagne de l'éducation pour tous (ANCEFA) à Nairobi, Kenya. L'atelier a rassemblé des organisations de la société civile et des professionnels des médias et visait à appuyer les groupes et les membres de coalitions nationales de la société civile au Kenya et en Afrique de l'Est à développer leur travail avec les médias sur les questions de genre en éducation. Deux des participants de l'atelier présentent leurs réflexions sur l'atelier et les questions qu'il a posées.

Buoro Edward

L'atelier Genre, éducation et médias a permis à beaucoup d'ouvrir les yeux. Il a ouvert nos yeux et nous a permis de voir les choses à travers une paire de lunettes du genre. Les informations et pratiques partagées ont assuré l'examen des questions de genre et ont permis aux participants de se référer à leurs expériences propres.

Les activités comme le jeu des « Serpents et des échelles » : le jeu de l'éducation des filles » et la lecture et critique d'articles de journaux, de récits télévisés et d'autres types de textes ont aidé les participants à analyser combien les biais du genre s'incrémentent profondément dans notre vie de tous les jours. Ce sont de telles hypothèses qui mettent les filles en porte-à-faux quand elles sont soumises à des pratiques culturelles dérogatoires comme la mutilation génitale, le mariage précoce et les charges ménagères qui sont traditionnellement assumées par les filles et les femmes. D'un autre côté, les garçons sont parfois retirés de l'école, particulièrement parmi les populations pastorales pour se soumettre à des rites de passage traditionnels qui les laissent en dehors de l'école pendant de longues périodes.

L'un des problèmes principaux discuté fut la mauvaise représentation du genre par les médias, les décideurs et parfois même les groupes de lobby qui entreprennent des activités de plaidoyer. Les médias de masse sont en très bonne position pour influencer les perceptions du public et maintenir ou effacer son intérêt pour une cause ou un problème. Par conséquent, construire et maintenir des partenariats avec les médias pourrait permettre d'influencer l'ordre du jour qu'ils fixent et pourrait les pousser à offrir un forum pour débattre et dialoguer. La formation professionnelle des reporters et éditeurs sur les questions de genre est aussi cruciale et permettrait d'éviter les énormes stéréotypes liés au genre dans les reportages.

Quelques façons de travailler avec succès avec les médias :

- Faire une analyse de contenu pour déterminer les médias et maisons de presse avec lesquelles vous pourriez travailler
- Adopter l'approche des cinq F - Fast, Factual, Frank, Fair and Friendly (Rapide, les Faits, Franc, Juste et Amical)
- Se tenir informé des tendances des médias, en termes de techniques et technologies
- Faciliter l'accès des journalistes à l'information et à des données (avoir des journalistes dans votre équipe peut aider)
- Etablir une communication régulière avec les gardiens des médias, par exemple en faisant des brèves avec des éditeurs
- Informé, éduqué et amusé tout en mettant en forme votre information de façon appropriée pour attirer les médias
- Autonomiser les audiences cibles pour qu'elles parlent en leur nom propre dans les médias

Je dois finir par souligner qu'il est crucial de faire circuler les informations et les capitalisations d'expériences ou les bonnes pratiques. En se rassemblant et en partageant nos expériences, on est capable d'apprendre de nouvelles compétences sur les façons d'appréhender les diverses questions autour du genre. Documenter les expériences et les pratiques permettra à plus de personnes de partager l'information et d'apprendre les uns des autres. Les stratégies médiatiques qui marchent devront à l'avenir être disséminées pour augmenter et renforcer les campagnes du genre et les stratégies de plaidoyer.

Buoro Edward est chef de programme pour Daraja: Forum d'initiatives civiles, Kenya

Priscilla Nagurai

En tant qu'éducatrice j'ai particulièrement prêté attention aux objectifs 3 (accès équitable) et 5 (égalité des sexes) de l'EPT et me suis souvent demandée comment ils pouvaient être réalisés. Comment peut-on réaliser l'égalité des sexes en gardant à l'esprit que l'intensité du genre, particulièrement sous la forme de discrimination envers les femmes, est un facteur social clé dans la lenteur du développement ?

Pourquoi ne pas cibler les enseignants en introduisant l'étude du genre dans les programmes de formation? Les enseignants sur le terrain peuvent passer par des cours de formation continue pour assurer l'élimination des abus dus au sexe au niveau de l'école et dans la communauté. Je sais, par expérience, que les écoles peuvent être un point de harcèlement des filles à travers par exemple les stéréotypes relatifs au partage des tâches entre filles et garçons qui décrivent les filles comme plus faibles et les garçons comme plus forts. Les écoles devraient être plus qu'un centre éducatif. La classe devrait être arrangée de façon saine et être centrée sur l'enfant. Les préparations, le matériel, les gestes et le langage utilisés devraient intégrer le genre.

Quid des médias? La façon dont les nouvelles sont rapportées peut ou « tuer » ou « autonomiser ». Les médias ont un rôle à jouer en mettant en lumière la cause de l'enfant fille, et devraient être sélectifs dans leur choix de mots et de termes afin de réduire les stigmates et promouvoir l'égalité des sexes. Les médias doivent jouer un rôle en créant et facilitant un environnement pour améliorer l'égalité des chances pour les deux sexes.

Priscilla Nagurai travaillait auparavant pour Dupoto E-MAA et gère maintenant un centre de secours pour filles



Credit: Amy North

Les participants de l'atelier analysent la couverture médiatique des questions de genre et d'éducation

Critique

Qu'est-ce que le rapport mondial de suivi nous dit sur le genre?

Unesco (2005)
ISBN: 92-3-104008-1
Pages: 447

Amy North

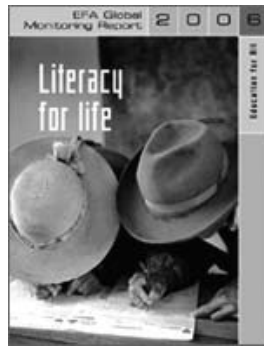
Alphabétisme

Cette année le Rapport de suivi mondial sur l'éducation est centré sur l'alphabétisation et met en lumière le fait que la majorité des au minimum 771 millions d'adultes qui sont analphabètes dans le monde sont des femmes. A travers le monde seules 88 adultes femmes sont considérées alphabètes pour chaque 100 adultes hommes et les disparités entre hommes et femmes sont encore plus grandes dans les pays à faibles revenus. Ce centrage sur l'alphabétisation et l'apprentissage des adultes est de ce fait particulièrement bienvenu. Cependant, étant donné que l'alphabétisation est toujours tant liée aux questions de genre, il est décevant de constater que cette dimension n'est pas complètement intégrée dans les analyses principales du rapport.

Certains efforts ont été faits pour intégrer une compréhension du genre dans le texte, par exemple lors des discussions sur les pratiques en alphabétisation. Cependant ceux-ci sont sporadiques et on trouve des passages où, en dépit du fait que le genre est une question-clé, il n'est pas adressé. Par exemple, dans les passages sur les programmes d'alphabétisation dans les contextes multilingues, il n'y a aucune analyse des relations pourtant très fortes qui existent entre genre, langue et alphabétisation.

Le débat sur la dimension genre dans la formation et les structures de carrières des formateurs, une question importante dans de nombreux programmes d'alphabétisation, manque également. Ailleurs, même si la question de l'autonomisation – et particulièrement de l'autonomisation des femmes – est adressée, elle n'est pas inscrite dans la problématique plus large des liens alphabétisme/analphabetisme, pouvoir, et inégalités entre les sexes.

L'utilisation de données sexo-spécifiques ne permet pas au genre d'être envisagé dans l'analyse statistique du rapport sur les tendances en alphabétisation. Les statistiques



utilisées, et l'interprétation qu'il en est faite, sont quelque part limitées. Le rapport dresse un portrait plutôt rose des améliorations en terme de parité entre les sexes relative au niveau d'alphabétisation mondial notant que l'Index de parité entre les sexes a augmenté de 0.78 en 1970 à 0.88 aujourd'hui. Cependant, ce fossé de 12% dans les niveaux d'alphabétisation, significatif en lui-même, ne reflète pas les fossés relatifs au genre beaucoup plus larges qui existent toujours dans les pays où les taux d'alphabétisation sont les plus bas – et de ce fait où l'alphabétisation a les plus grands besoins. De plus les chiffres sur lesquels l'analyse du rapport sont basés ne permettent pas de dire quoi que ce soit sur les résultats des connexions entre alphabétisation et inégalité entre les sexes au sens large.

Progrès vers les "Messages de première ligne" de l'EPT

Dans son évaluation générale de progrès vers les objectifs de l'EPT, le rapport souligne les objectifs manqués de 2005 en vue d'éliminer

les disparités entre les sexes au niveau de l'éducation primaire et secondaire. Cependant les données elles-mêmes, et en particulier les « messages de première ligne » qui leur sont associés peuvent, dans certains cas, être peu clairs.

Un exemple précis est le message de première ligne pour la parité entre les sexes au niveau du secondaire, qui affirme que « 115 pays – sur les 172 pour lesquels on a des données – ont encore des écarts ... avec une sous-représentation des garçons dans presque la moitié d'entre eux, en contraste marqué avec le primaire. » Cela aurait pu être formulé de façon différente pour refléter le fait que, au niveau mondial, les filles sont toujours sous-représentées par rapport aux garçons dans le secondaire avec un ratio de 53 :47 et de grands écarts persistent en faveur des garçons dans beaucoup des pays les plus pauvres du monde, où la participation en valeur absolue des filles dans le secondaire est souvent

afreusement basse. Comme le rapport de suivi le note, c'est en fait généralement dans les pays à revenus élevés ou dans les pays qui ont des résultats élevés, à l'exception de quelques pays aux revenus faibles ou moyens, que les filles surpassent en nombre les garçons dans le secondaire.

Les chiffres utilisés, et l'analyse qui en est faite dans le rapport révèlent également les dangers de baser une évaluation des progrès vers l'égalité des genres sur les chiffres de la parité en priorité. Le cas du Bangladesh illustre cet état de fait parfaitement. Il est cité dans le rapport de suivi comme étant sur la voie de réaliser les objectifs de parité de 2015 parce qu'il a aujourd'hui un peu plus de filles que de garçons dans les écoles secondaires. Cependant, en termes de résultats aux examens, un écart de 12% en faveur des garçons persiste. De plus le niveau d'alphabétisation des femmes reste extrêmement bas, et le Bangladesh se classe 79^{ème} sur 80 pays sur l'échelle de l'indicateur de participation des femmes.

Vers la parité et l'égalité

Une analyse poussée des données du rapport de suivi qui s'attachent à ce qu'il y a au-delà des « messages de première ligne » montre clairement qu'en plus du besoin urgent de s'occuper de l'alphabétisation des adultes, et en particulier de celle des femmes, il y a aussi d'énormes progrès à faire afin d'avoir autant de filles que de garçons à l'école primaire et secondaire, particulièrement dans les pays les plus pauvres du monde. Les données et certaines analyses du rapport de suivi suggèrent que des systèmes scolaires sains et bien développés et l'abolition des frais de scolarisation peuvent être cruciaux dans la réalisation des progrès qui restent à accomplir.

Cependant il est également important de regarder au-delà de l'inscription des femmes aux programmes d'alphabétisation et des filles à l'école, en passant par les examens et la complétude de leur éducation. Il est impératif de s'assurer que les expériences éducatives des filles et des femmes, comme celles des garçons et des hommes, font la promotion des changements nécessaires en termes d'égalité des sexes, et les autonomisent, leur donnant les compétences dont ils ont besoin pour s'épanouir tout au long de leur vie. Il est décevant de constater que le rapport de suivi nous dit peu en matière de progrès faits vers ce type d'éducation pourtant nécessaire pour que des changements aient lieu.

Le rapport de suivi mondial 2006 est accessible à <http://portal.unesco.org/education/en>

Critique

“Direction et messages forts” – les articles Aperçus du Programme Au-delà de l'accès

Critique par Sarah Hildrew basée sur un atelier à Save the Children Royaume-Uni avec Katy Webley, Helen Pinnock, Tina Hyder et Sarah Hildrew.

Au-delà de l'accès a produit une ressource très attendue avec leur “Aperçus du Programme”, série portant sur l'éducation et l'égalité des sexes lancée en janvier 2006. Ceci vient à point pour s'assurer que le genre est toujours à l'ordre du jour après l'échec mondial de la réalisation de l'objectif de parité de 2005. La véritable force de la série réside dans le fait que personne n'a jamais auparavant présenté ces questions dans un format aussi accessible, tout en reconnaissant les multiples niveaux sur lesquels les efforts pour atteindre l'égalité des sexes en éducation doivent être portés. Le résultat est un produit qui vise large, mais qui présente le concept de genre de telle manière que le lecteur puisse accéder facilement aux aspects qui l'intéressent. Plutôt que de présenter un plan d'action complet pour travailler sur les questions de genre, les articles

proposent une introduction et un cadre de travail général, ainsi que des points de référence utiles pour les acteurs des

gouvernements du Sud et ceux cherchant à les influencer, pour les bailleurs et les ONG. En donnant des pistes et des messages forts, la série permet en particulier aux acteurs de faire du lobby pour les questions de genre.

La série commence par un article excellent cadrant les problèmes, et définissant de façon particulièrement utile les termes clés et en identifiant les initiatives mondiales. On a à la fois une introduction de valeur sur les questions de genre mais aussi un récapitulatif des messages principaux de qualité pour ceux travaillant déjà sur ces problématiques. Dans les articles suivants, la série identifie certains des éléments les plus importants où une action pourrait mener à de véritables progrès vers la réalisation de l'OMD sur l'égalité des sexes, spécialement la volonté politique, les budgets sensibles au genre et le développement des capacités.

Le troisième article propose une introduction particulièrement efficace sur les questions d'égalité des sexes dans le contexte de l'éducation de base pour les

adultes. Il présente un véritable rappel du besoin d'assurer des opportunités en éducation de base pour les femmes et leur contribution à leur autonomisation. D'autres points forts de la série comprennent un examen inspiré du rôle de pivot du pouvoir de décision central (article 5), qui renvoie certainement à des débats plus poussés sur comment faire en sorte que les acteurs clés rendent des comptes ; et des directives plus pratiques, exemples de bonnes pratiques et recommandations basés sur une analyse claire des budget sensibles au genre (article 7).

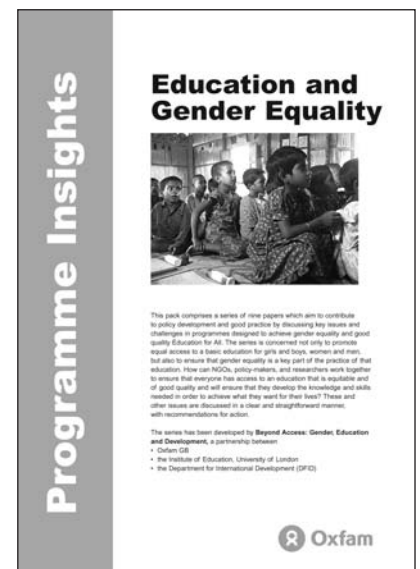
Les articles sont présentés dans un langage amical et accessible, permettant de toucher une large audience. Ceci est renforcé par l'utilisation d'études de cas intéressantes et variées illustrant un certain nombre de points, et par des recommandations ciblées

susceptibles de guider des travaux futurs. D'autres outils auraient aussi sans doute pu être utiles comme guider le lecteur à travers un exemple pratique

d'application de budget sensible au genre afin d'illustrer la discussion sur le budget en éducation (article 7). Certains articles, comme le second (Egalité des sexes à l'école), semblent aussi s'adresser davantage aux gouvernements ou aux théoriciens, et de ce fait être moins utiles pour les professionnels.

L'une des qualités de la série est qu'elle reconnaît, à travers l'article 4 centré sur les enfants nomades et bergers (Au-delà de l'intégration), que l'extension d'un modèle d'éducation n'est pas suffisant pour inclure tous les enfants. Cependant, il n'est pas clair pourquoi la série a identifié le groupe ci-dessus parmi tous les groupes d'exclus, et nous espérons que la série Aperçus du Programme continuera et intégrera aussi des travaux sur d'autres groupes. Pareillement, même s'il est utile que l'article 8 examine les problèmes sous un angle géographique, (dans ce cas l'Afrique, comme l'article 9 porte sur l'Asie du Sud), prendre davantage en considération les spécificités du contexte africain aurait été intéressant.

A la fois force et faiblesse de la série, le



découpage d'un concept si complexe et si imbriqué que le genre. La nature ramassée des articles permet au lecteur de picorer mais il peut de ce fait être difficile d'avoir une image d'ensemble et de comprendre les liens entre les thèmes.

Il y a aussi des éléments clés qui mériteraient plus de détails. Alors que l'article 6 présente une analyse utile des « blocs » bien ancrés des systèmes d'Etat et des grandes institutions, il râte une occasion de décrire un tableau plus vaste intégrant le développement des capacités et en particulier le rôle des communautés. D'autres éléments qui pourraient être développés comprennent : l'éducation en situation d'urgence, le VIH/SIDA, la participation des enfants et le développement de la petite enfance.

Pour résumer, la série Aperçus du Programme éducation et égalité des sexes vient à propos et est un outil pratique et stimulant, qui fera écho et sera utilisé par des audiences variées. Save the Children Royaume-Uni la fera circuler à tout son personnel, et est persuadé qu'elle sera un instrument de valeur pour les sessions de formation et l'intégration de la dimension genre. Il y a des perspectives de développement pour la série, ce que Save the Children soutiendra fortement, et nous attendons avec impatience les futurs travaux du projet Au-delà de l'accès.

Sarah Hildrew, est Coordinatrice de l'équipe éducation à Save the Children Royaume-Uni
Katy Webley est Chef du département éducation à Save the Children Royaume-Uni
Helen Pinnock Conseillère éducation à Save the Children Royaume-Uni
Tina Hyder est Conseillère diversité à Save the Children Royaume-Uni

Les articles Aperçus du Programme sont consultables à :
http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issue/s/education/gender_education.htm

Commentaires de conférences

Les objectifs du millénaire et la parité: 1ère conférence nationale

Rapport d'Esin Aksay, Initiative pour la réforme de l'éducation

“Les objectifs du millénaire et la parité: 1ère conférence nationale” fut rassemblée en décembre 2005 à Ankara en Turquie dans le cadre du projet “Améliorer le statut de la femme” financé par l'Union Européenne et animé par l'Association pour l'appui et la formation des femmes candidates, l'Initiative pour la réforme de l'éducation et la Fondation pour l'éducation de la mère et de l'enfant. Pendant la conférence, les participants venus des agences gouvernementales, de la société civile et des universités ont discuté le “Rapport de suivi civil”. Ce premier rapport sur les écarts entre les sexes fut rédigé par les groupes de suivi civil provinciaux et nationaux, composés de représentants de la société civile. Le résultat est une source unique de savoir local et donne des renseignements de première main sur les besoins au niveau local.

Le thème de la première session était “les parties prenantes échangent”, reflétant le besoin d'une culture d'élaboration participative et démocratique des politiques relatives à l'appréciation des barrières de l'accès à et la complétude de l'école primaire par les filles. En Turquie, de tels événements sont cruciaux pour s'assurer l'engagement politique basé sur la compréhension de la situation à travers un apprentissage mutuel et des échanges d'idées à plusieurs niveaux.

L'écart entre les sexes en Turquie, particulièrement dans l'éducation, prend ses racines dans un large éventail de facteurs socio-économiques et culturels et de ce fait un changement structurel radical et complet dans les processus d'élaboration des politiques et leur mise en œuvre est nécessaire. A cet effet, la conférence a été un instrument important pour diffuser des informations locales, concocter des idées pour des actions futures et renouveler le dévouement et l'engagement aux objectifs du millénaire. La conférence a aussi favorisé des discussions de fond avec les décideurs et les bureaucrates responsables des politiques éducatives.

Comment le met en valeur le Rapport de suivi civil, la Turquie a une image socio-économique et culturelle controversée en tant que pays demandant l'accès à l'union européenne, et le problème d'éducation des filles est un défi sérieux. Pour réaliser les objectifs du millénaire, il faut augmenter l'engagement politique, créé une nouvelle définition de la formulation des politiques qui inclue toutes les parties prenantes, et développer des réformes structurelles en plus des campagnes à court terme pour l'éducation des filles. Le Rapport de suivi civil attire l'attention sur les questions de langue, de pauvreté et d'écarts entre les régions et

souligne le manque de politique et de pratiques flexibles dans la façon de traiter les besoins locaux et les contextes particuliers pour dépasser les différences socio-économiques et les barrières culturelles pour réaliser la parité dans les quatre provinces.

Le manque de soutien adéquat pendant les premières années des enfants qui ne parlent pas le Turc et la pauvreté furent deux des thèmes préoccupants des discussions. La barrière de la langue, principalement le fait de ne pas avoir les compétences suffisantes en Turc pour démarrer l'école primaire, a des répercussions et sur l'accès à et sur la qualité de l'éducation. En ce qui concerne la qualité, cela ralentit le développement intellectuel et personnel de l'élève. Cet état de fait augmente le sentiment d'insécurité des enfants vis-à-vis de leur capacité scolaire, et la probabilité qu'ils abandonnent l'école. Ceci est certainement une barrière sérieuse à l'achèvement de l'école primaire par les filles particulièrement dans l'Est du pays. Un autre élément inquiétant est la pauvreté en ce qu'elle affecte directement les taux de scolarisation. Bénéficier des échanges de personne à personne et faciliter les expériences locales est vital pour intégrer la dimension genre dans un changement structurel à long terme.

Nouveau rapport sur genre et éducation

UNGEI/UNESCO:

“Etendre les bonnes pratiques en éducation des filles de Ramya Subrahmanian

Résumé de Kathryn Wiggins

En partant des OMD et des objectifs EPT en rapport avec l'éducation des filles, le rapport utilise le succès de certains projets comme catalyseur pour accélérer les progrès. En se référant à des exemples concrets d'Afrique subsaharienne et d'Asie du sud, l'argumentaire du rapport préconise de passer du compte des filles ayant accès à l'école à l'égalité face à l'expérience éducative et comment cela mène à l'égalité des chances dans la société.

La vision s'articule autour des conditions qui entraînent un contexte de changement des situations individuelles à créer comme bases de programmes plus larges. Les réformes comme les objectifs de scolarisation des filles qui ont été utilisés pour essayer de réaliser les objectifs OMD/EPT sont considérées comme une première étape. Cependant, en parallèle, le rapport demande plus de réformes des systèmes

institutionnels, plaçant le genre au centre des politiques. Ainsi, un large nombre de partenaires est nécessaire, rassemblant gouvernements, ONG, bailleurs, organisations de la société civile nationales et internationales, pour créer de multiples initiatives. Dans ce contexte, les communautés ne doivent pas être mises à l'écart mais impliquées au centre de l'action.

Quels sont les projets qui résisteront au passage à une plus grande échelle ? Ceci est complexe : il ne s'agit pas de faire du grand avec du petit. Des méthodes variées sont promues. Certains projets peuvent être agrandis, d'autres initiatives peuvent être reliées entre elles, ou des politiques nationales peuvent être mises en œuvre.

La nécessité d'avoir des dirigeants politiques et

d'autres pour porter le changement est crucial, en raison des barrières à franchir et des difficultés venant du rapprochement de systèmes organisés de façon différente. C'est cette facette de capacité opérationnelle efficace des programmes cependant que le rapport souligne comme étant vital. De plus, une planification financière solide est essentielle dans les partenariats, tout comme le besoin d'études systématiques, de suivi et d'analyse de chaque programme. C'est uniquement lorsque tous ces éléments se mettront ensemble dans des initiatives intelligentes et stratégiques que les conditions pour un réel changement seront réunies.

Le rapport est accessible à <http://www.ungei.org/resources/>

Sur la toile

Le rapport GAP

Le rapport Succès et perspectives du genre en éducation (GAP) est un projet multi-média élaboré pour évaluer les progrès vers la parité en éducation d'ici à 2005 et l'éducation primaire universelle d'ici à 2015.

<http://www.ungei.org/gap/>

Le projet Droit à l'éducation

Le site internet du projet Droit à l'éducation, conçu par Katarina Tomasevski, ancienne Rapporteuse Spéciale sur le Droit à l'éducation, contient un large éventail de matériel sur le droit à l'éducation et une base de données interactive décrivant les pratiques des pays sur les frais de scolarité.

www.right-to-education.org

Assurer l'intégration de la dimension genre dans l'éducation en situation d'urgence

Ce document émanant du Réseau inter-agences sur l'éducation en situation d'urgence (INEE), le Comité de Secours International (IRC) et la Commission des femmes pour les femmes et enfants réfugiés donne des directives pour s'assurer que les problèmes liés au genre soient intégrés dans les programmes d'éducation dans les situations humanitaires d'urgence.

<http://www.womenscommission.org/pdf/EdGenderTool.pdf>

Inertie mortelle : une étude multi-pays sur les réponses éducatives au VIH/SIDA

Ce rapport de la Campagne mondiale pour l'éducation montre que les Ministères de l'éducation sont si mal préparés à répondre de façon efficace et à réduire l'impact dévastateur du VIH/SIDA que ça en est choquant, et que la communauté des bailleurs internationaux a également échoué dans son rôle de leader.

<http://www.campaignforeducation.org/resources/Nov2005/ENGLISHdeadlyinertia.pdf>

L'éducation des femmes et des filles au Kenya

Cette étude de l'UNESCO Nairobi met en lumière les raisons du fossé persistant entre les sexes en éducation au Kenya.

<http://www.education.nairobi-unesco.org/>

Les enfants non scolarisés : mesurer l'exclusion du primaire

Un nouveau rapport de l'UNESCO et de l'UNICEF montre que 115 millions d'enfants en âge d'aller au primaire sont non scolarisés – soit presque un enfant sur cinq au niveau mondial pour cette classe d'âge.

<http://www.unesco.org/education/>

Nouvelles

Le prix Alexandre

Mary Harris

L'Association du Commonwealth pour les éducateurs en Sciences, Technologie et Mathématiques (CASTME) remet des prix à des projets qui transmettent le contexte humain et social de la science, de la technologie et des mathématiques. Le Prix Alexandre CASTME, qui est également promu par l'Association des Sciences de l'éducation, est réservé aux femmes. Il récompense une femme ou un groupe de femmes qui ont contribué de manière significative à encourager l'éducation scientifique, technologique ou mathématique auprès des filles ou des femmes dans des situations de ressources précaires.

La première récompense, en 2003, fut attribuée à Mary Gyang, du Ghana, pour son travail en tant que professeur de sciences là où il n'y avait aucune tradition d'enseignement des sciences, particulièrement pour les filles qui n'allaient pas à l'école. Mary a utilisé des matériaux disponibles, des déchets pour la plupart, pour enseigner les principes de base des sciences. Elle a dépensé

son temps et le revenu de son activité d'écriture afin d'atteindre les enfants des rues et les femmes laissées pour compte.

Hawa Jiloh Koroma, du Sierra Leone, lauréate du Prix Alexander en 2004, a aussi commencé à travailler comme professeur de sciences, mobilisant les parents pour l'aider à réunir des fonds pour les filles qui n'avaient pas accès à une éducation scientifique. Plus tard, en tant qu'enseignante à l'institut de formation des enseignants de Bo, elle s'est impliquée dans les questions de santé, d'alphabétisation des adultes et de projets de jardinage pour les femmes nécessiteuses. Le programme qu'elle a développé pour ces centres de formation de compétences pour filles-mères comprennent la maçonnerie et le briquetage, participant délibérément à s'éloigner des stéréotypes traditionnels du genre et à développer l'autonomie.

En janvier 2006, Elizabeth Nxele, une enseignante de biologie travaillant dans un quartier dépravé de Cape Town fut

récompensée pour son travail relatif à l'établissement d'un Club environnement entre midi et deux. Dans l'environnement sableux et venteux de l'école maintenant poussé de l'herbe, et les compétences des enfants en matière de potager ont été transférées dans les bidonvilles dans lesquels la plupart d'entre eux vivent.

CASTME est aujourd'hui à la recherche de nominations pour le Prix Alexandre 2007. Si vous connaissez une femme ou un groupe de femmes qui travaillent pour aider les filles et les femmes à améliorer la compréhension des sciences, et qui ont un vrai impact sur leur vie, veuillez les nommer pour qu'elles puissent être publiquement récompensées.

Pour plus d'informations sur le prix CASTME aller sur www.CASTME.org ou écrire à *The CASTME Awards Co-ordinator, LECT, 7 Lion Yard, Tremadoc Road, London SW4 7NQ, UK. Toutes les demandes seront examinées.*

Courrier

J'ai été plus que ravie de recevoir des exemplaires de votre publication (Bulletin d'information d'Au-delà de l'accès : genre, éducation et développement).

Merci de les avoir envoyés pour leur utilisation dans nos programmes nationaux. Nous avons récemment organisé un Centre de Ressources qui sert de gestion du savoir. Ces exemplaires vont participer à l'équipement de ce Centre et à l'information de notre personnel, de nos partenaires, et du public sur les questions de réduction de la pauvreté, des droits humains et du plaidoyer. Nous nous réjouissons à l'avance d'un échange continu avec votre organisation.

Une fois de plus, mon appréciation sincère.

Salutations,

Akintounde Abimbola
Resource Centre Personnel, ActionAid
International Nigeria

ECRIVEZ MAINTENANT!

Vous avez un point de vue particulier que vous voulez partager dans Equals ou un commentaire à faire sur le Bulletin en général ? Ecrivez aux éditrices à l'adresse ci-contre.

Les opinions exprimées dans ce bulletin sont celles des auteurs et ne représentent pas forcément celles du projet, de ses partenaires ni sponsors.

Contact

Au-delà de l'accès fut créé en janvier 2003. Ses principaux objectifs sont:

- De contribuer à la réalisation de l'OMD 3 – Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme – en générant et portant un examen critique sur le savoir relatif à l'égalité des sexes en éducation.
- D'offrir des ressources appropriées à partager et à disséminer dans le but d'influencer les politiques des gouvernements, des ONG nationales et internationales et des institutions internationales, y compris les agences des Nations Unies.

Pour plus d'information ou pour faire un commentaire, veuillez contacter:

Beyond Access Project, Institute of Education, University of London:

Rajeev Rajagopalan
School of Educational Foundations and Policy Studies
Institute of Education
20 Bedford Way
London WC1H 0AL
Tel: 0044 (0) 207 612 6394
Fax: 0044 (0) 207 612 6366
www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess
Email: R.Rajagopalan@ioe.ac.uk

Ou Email beyondaccess@oxfam.org.uk

Evénements à venir

22-23 avril	Banque mondiale et FMI, réunions de printemps	
24 avril	Journée mondiale contre la pauvreté	
24-30 avril	Semaine de l'action mondiale : « Chaque enfant a besoin d'un enseignant »	www.campaignforeducation.org/action/action.html
3-6 mai	Réunion générale annuelle de la Banque asiatique de développement	
10 mai	Sommet Européen-Latino américain Vienne, Autriche	
11-13 mai	Conférence de Politique Internationale : Violence contre les filles en Afrique Addis Ababa, Ethiopie	http://www.crin.org/violence
15 mai-2 juin	42ème session Du Comité sur Les Droits de l'Enfant, Genève	http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/index.htm
15 May-2 juin	35ème session CEDAW du Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes, Siège ONU, New York	http://www.un.org/womenwatch/daw/les-formes-de-discrimination-et-de-violence-a-l-egard-des-femmes, Siège ONU, New Yorkcedaw/35sess.htm
17 mai	Journée mondiale de la dette	
25 mai	Journée de l'Afrique	
31 mai-2 juin	Forum économique mondial sur l'Afrique Cape Town, Afrique du Sud	http://www.weforum.org
16 juin	Journée de l'Enfant Africain	
21-24 juin	6ème Assemblée mondiale CIVICUS: Agir ensemble pour un monde juste Glasgow, Royaume-Uni	www.civicassembly.org
22-24 juin	Défis et possibilités en éducation équitable, Seconde Conférence Internationale pour la Région Asie-Pacifique Taïpei, Hong Kong	www.civicus.org/new/event_info.asp?id=312
juillet	7ème Groupe Mondial sur l'EPT Paris, France	http://www.unesco.org/education/efa/index.shtml
juillet	Sommet du G8 St. Petersburg, Russie	
juillet	Conférence de l'Association Internationale de Sociologie Durban, Afrique du sud	